

À quelles conditions un bilinguisme sociétal institutionnel peut-il être non diglossique?

Henri Boyer

Université Paul-Valéry Montpellier 3, France

Résumé : On propose ici une réflexion à propos de l'existence et de la pérennisation possibles d'une configuration sociolinguistique dans laquelle deux langues seraient employées au sein de la même société dans l'ensemble des domaines de la communication. Considérer comme possible et tenable un tel état des usages sociolinguistiques sur le même territoire sociétal, sans conflit, ce serait parier sur l'efficacité d'une gestion collective et au quotidien des langues en présence (s'appuyant sur un état des lieux démolinguistique et représentationnel convenable) qui neutraliserait sans trop de heurts la « compétition » entre ces langues qui est forcément, comme le soulignait André Martinet (1969), inéluctable.

Divers terrains sont sollicités en Europe et en Amérique latine, avec focalisation principale sur deux Collectivités territoriales d'Espagne : les Communautés Autonomes « historiques » de Catalogne et de Galice.

Mots-clés : bilinguisme; diglossie; conflit diglossique; nationalisme linguistique; loyauté linguistique; politique linguistique

Abstract: We propose a reflection about the possible existence and the sustainability of sociolinguistic patterns in which two languages are used within the same society in all areas of communication. To consider possible and sustainable such a state of sociolinguistic habits in the same societal territory, without conflict, would mean betting on the efficiency of a collective management and the daily use of the languages in question (based on a representational and suitable demolinguistic situational analysis) which would neutralize with relative ease the inevitable “competition” between these languages, as pointed out by André Martinet (1969).

Various territories are solicited in Europe and Latin America, with a main focus on the two local and regional authorities of Spain: the “historical” Autonomous Community of Catalonia and Galicia.

Keywords: bilingualism; diglossia; diglossic conflict; linguistic nationalism; linguistic loyalty; linguistic politics

Préalables: *Bilinguisme et diglossie*

Le bilinguisme qui intéresse cette contribution est de manière centrale le *bilinguisme sociétal*, plus précisément ce que Laponce (1984, p. 29) appelle le « bilinguisme juxtaposé » (famille/travail/...) et qui correspond à ce qui est aussi nommé *diglossie*. Ce bilinguisme sociétal peut-être *institutionnalisé* ou non. Dans le cas d'un bilinguisme sociétal institutionnel, les deux langues en présence peuvent avoir des statuts différents bien qu'également reconnus par les instances de pouvoir (étatiques, régionales...), comme ceux de *langue officielle*, *nationale* ou encore *régionale* ou avoir des statuts identiques comme dans le cas de langues co-officielles.

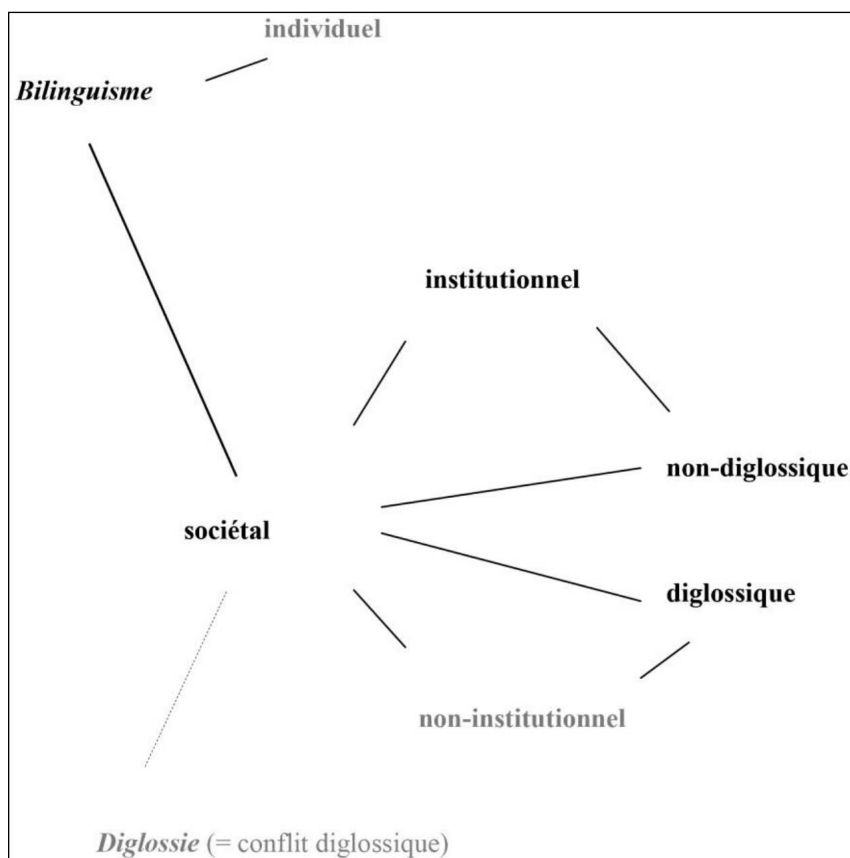
Ainsi au Paraguay (où la coexistence sociétale du guarani et de l'espagnol fut définie par Rubin 1968 comme le « bilinguisme le plus élevé du monde »), jusqu'en 1967, date à laquelle une nouvelle Constitution décida de conférer au guarani le statut de « langue nationale » (l'espagnol ayant seul le statut de « langue officielle »), le bilinguisme sociétal ne reçut aucune reconnaissance institutionnelle (officielle). Il fallut attendre 1992 et la nouvelle Constitution démocratique pour que les deux langues aient le même statut de langues officielles.

À partir de là se pose la question du caractère *diglossique* ou *non-diglossique* de ce bilinguisme sociétal institutionnel en donnant à *diglossie* son sens primitif (celui donné par l'helléniste J Psichari à propos du *demotiki* et du *katharevousa*) récupéré par la sociolinguistique dite « périphérique » (catalano-occitane) après avoir été évacué par Ferguson et Fishman dans leurs modélisations (il en sera plus amplement question plus loin). Le schéma ci-dessous (Figure 1) résume ce qui vient d'être décrit.

Pour faire bref (s'agissant des modélisations les plus diffusées dans la littérature scientifique), on peut associer les propositions de Ferguson et Fishman dans un même corps de doctrine (Ferguson 1959, Fishman 1971). Même si la diglossie selon Ferguson se situe entre deux variétés: l'une haute (*High*), réservée à l'écrit, l'enseignement, la religion..., l'autre basse (*Low*), essentiellement utilisée à l'oral, de la même langue (par ex. arabe classique/arabe dialectal) et si Fishman élargit la diglossie à la distribution fonctionnelle des emplois de deux langues au sein d'une même communauté (l'espagnol et le guarani

au Paraguay par ex.), la notion de *prestige* est associée au seul usage de la variété ou de la langue *haute*. On sait que la situation de diglossie est considérée dans ces modélisations comme une situation consensuelle où la complémentarité des fonctions sociales de deux langues ou de deux variétés de la même langue en présence garantit la stabilité du système.

Figure 1 : Bilinguisme sociétal institutionnel



L'école suisse de sociolinguistique (Matthey 2010) tout en adhérant globalement à cette modélisation des sociolinguistes étasuniens apporte une nuance (importante) à cette modélisation. Par exemple Matthey et De Pietro (1997), depuis une perspective clairement micro-linguistique, et «[envisageant] la

coexistence des langues au sein d'échanges conversationnels» considèrent que « le conflit est un *phénomène interactif parmi d'autres*, [...] » qui « met en jeu les langues en contact et [qui] influence ces contacts, voire le statut des langues elles-mêmes, mais il est d'abord un phénomène concernant des acteurs sociaux et non des langues en tant que telles » (Matthey et De Pietro 1997, p. 172). En fait ce positionnement théorique délibérément micro-linguistique fait peu de cas de l'impact des interventions glottopolitiques inter ou intra-communautaires en faveur ou contre l'une ou l'autre des langues en contact, dont seule peut rendre compte une approche macro-sociolinguistique qui, cependant, ignore souvent les contacts linguistiques « à la base », entre usagers).

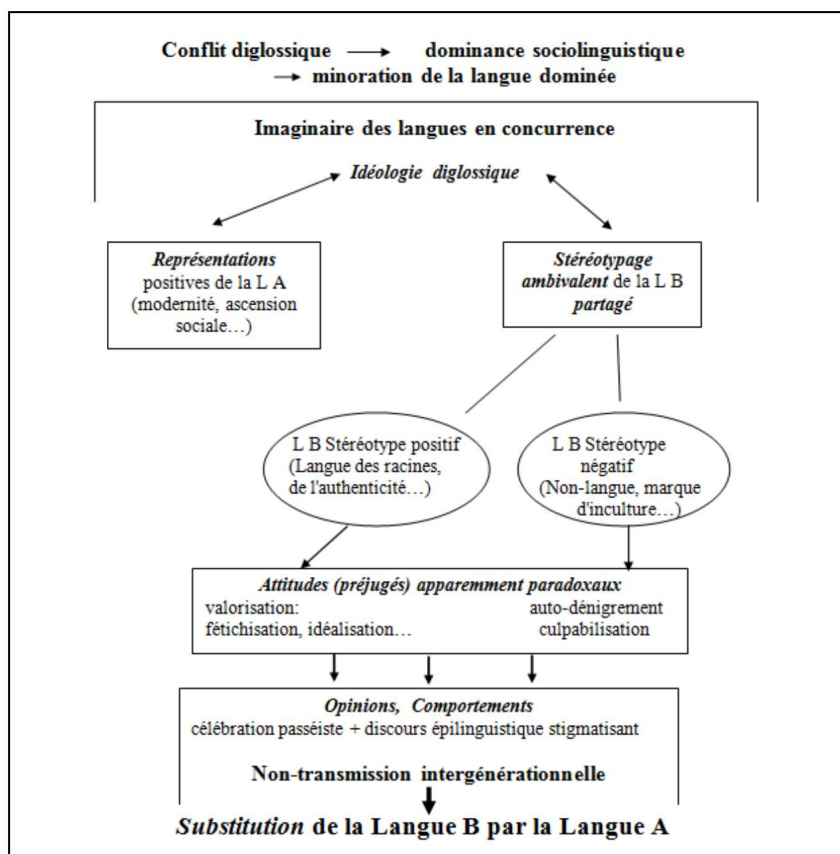
Ces modélisations que j'appelle « irénistes » (parfois qualifiées de *bilinguistes*) s'opposent donc à une modélisation qu'on peut qualifier de « conflictiviste » (Boyer 2014) parce qu'elle pose en son principe que tout contact inégalitaire de deux langues est porteur d'un *conflit*, qu'il s'agisse d'un conflit patent, ostensible, dont sont victimes les usagers de la langue en position de faiblesse dans leur vécu langagier, ou d'un conflit potentiel, virtuel, dont on ne perçoit pas directement (pour un temps) les manifestations concrètes et dont les usagers n'ont pas le sentiment d'être les victimes. (Vallverdú 1980, Boyer 1991).

La modélisation de la sociolinguistique catalano-occitane (dite aussi « des chercheurs natifs ») constitue une rupture (en même temps qu'une sorte de retour aux sources) en matière de traitement des situations de diglossie. En effet, ces sociolinguistes « périphériques » ont proposé dans les années 1970 une analyse approfondie des configurations linguistiques dans lesquelles ils étaient eux-mêmes immergés, une analyse faisant toute leur place aux *idéologies*, aux *représentations* (en particulier aux *stéréotypes*), aux attitudes (et aux préjugés) qui sont partie prenante d'une configuration plurilingue donnée. Cette modélisation naît donc de situations concrètes vécues en territoire catalanophone en Espagne et dans l'espace occitan en France: la diglossie observée n'est ni équilibrée ni stable; son moteur est le *conflit entre une langue dominante et une langue dominée*. Et s'il y a conflit il y a *dilemme*: ou bien la langue dominante poursuit sa domination et dans ce cas elle se substituera plus ou moins lentement mais sûrement à la langue

dominée ou bien la communauté dominée, loyale quoiqu'il en coûte à sa langue va résister à cette dynamique de « mort » et lutter (par l'action militante mais aussi éventuellement grâce à une politique linguistique institutionnelle) pour un développement *normal* des usages sociaux de la langue dominée (*normalisation*). On l'a dit : l'un des apports majeurs de cette modélisation, c'est d'avoir insisté sur l'importance des *représentations* et *attitudes* (Aracil 1982, Ninyoles 1971 et 1976, Gardy et Lafont 1981, Boyer 1991, Lafont 1971, 1997) en fin de compte sur l'impact de ce *communautaire des langues en présence*. Ainsi la représentation de la langue A (dominante) présente un contenu nettement positif (langue de plein exercice sociétal, langue de la modernité, du progrès scientifique et technologique...et de l'ascension sociale). Quant à la langue B (dominée), elle est l'objet d'un *stéréotypage ambivalent* (Boyer 2007) : certes langue des racines, du cœur, de la nature mais aussi langue (ou plutôt non-langue) de la ruralité, de l'inculture...et du passé. D'où les attitudes générées par une telle dualité sociocognitive, tout aussi paradoxales : sublimation, idéalisation, fétichisation mais aussi stigmatisation, auto-dénigrement, culpabilité. Et, en aval, des opinions qui s'expriment au travers de *discours épilinguistiques* contradictoires (jusqu'à de vibrants éloges... funèbres) dont le solde est négatif pour la langue B (la coercition fait son œuvre) et des comportements qui peuvent être interprétés comme des compensations dérisoires, une sorte d'« accompagnement thérapeutique » de la *substitution*, de l'ordre du folklore passéiste ou d'une célébration purement symbolique. Mais le principal comportement induit, celui qui compte, c'est la non-transmission familiale de la langue B : cette non-transmission intergénérationnelle est évidemment le repère majeur d'une substitution en cours.

Ainsi, l'espace linguistique occitan, victime d'un arrêt massif de transmission intergénérationnelle des dialectes d'oc au moins depuis le milieu du 20^e siècle (voir par exemple Héran, Fillon, Deprez 2002) se trouve dans une phase de dislocation avancée, où la langue occitane héritée n'est plus présente qu'en « lambeaux » (Gardy 1985) et « sous la forme de rituels langagiers attachés à des occasions communautaires fixées par tradition » (Lafont 1982). C'est ce processus sociolinguistique mortifère qui est présenté dans la figure 2.

Figure 2 : Conflit diglossique avec non-transmission intergénérationnelle de la langue B



Cependant un tel processus n'est pas uniformément répandu dans les territoires diglossiques. Un autre scénario sociolinguistique peut être observé, dont l'issue est totalement différente de celle du précédent: c'est celui dans lequel une *contre-idéologie diglossique*, articulant des représentations d'ordre identitaire et une attitude de *loyauté linguistique* (*Language Loyalty*) (Weinreich 1970 [1953], p. 99-102)¹ sans faille, vient combattre efficacement la logique

¹ Weinreich parle dans un autre texte (en français) de « sentiment de fidélité à la langue » (Weinreich 1968). La notion peut être mise en relation avec *identité*, *ethnicité* (on parle de *loyauté ethnique*) et *nationalisme* (Niculescu 1996). Voir également Lagarde 2004, Boyer 1991 et 2008.

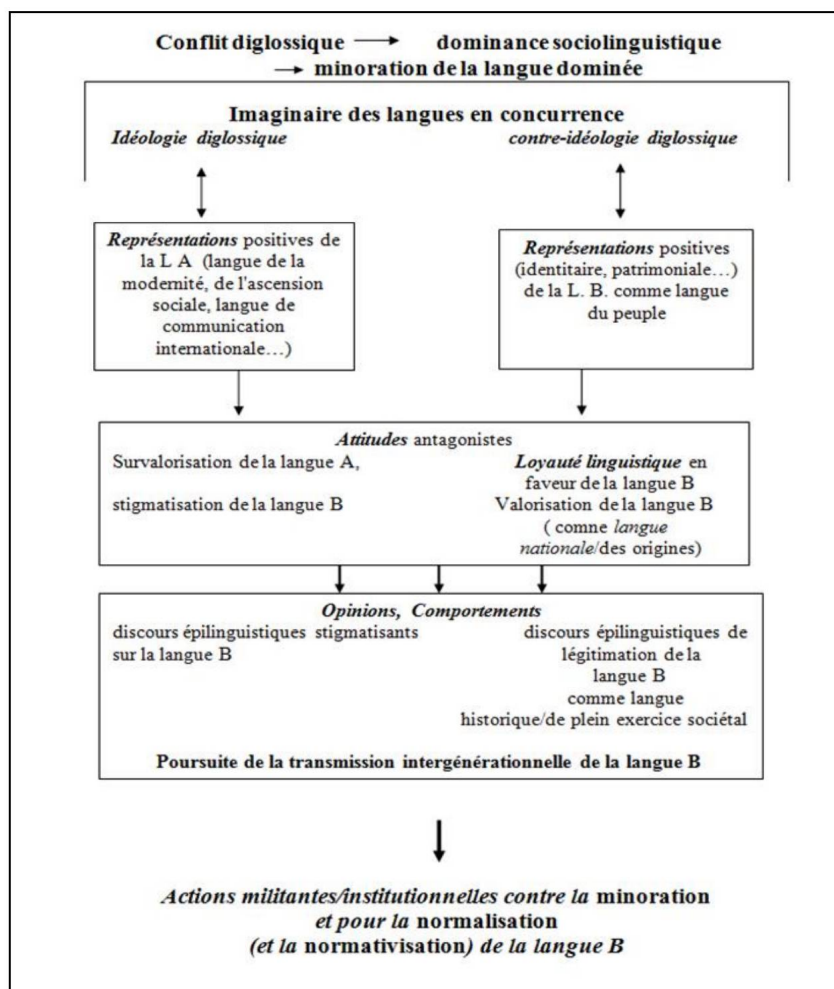
glottophage du conflit entre langue dominante et langue dominée. Cette *attitude*, œuvrant comme interface entre des représentations positives de la langue dominée et le plus souvent *minorée*, bien qu'éventuellement majoritaire (victime donc d'une concurrence déloyale, et d'une perte de fonctionnalité sociale) et les conduites langagières des usagers, est l'authentique moteur de la *production d'identité* et des pratiques collectives de maintien des usages de la langue dominée et de sa transmission intergénérationnelle au sein de la famille. La *loyauté linguistique* conduit à refuser et combattre la domination et l'*idéologie diglossique* linguicide qui l'alimente, tournant ainsi le dos à d'autres attitudes possibles comme, dans le précédent scénario, l'*auto-dénigrement* et la *culpabilité linguistique* (Lafont 1971, Boyer 1991) et optant pour le maintien et le développement des usages sociétaux de la langue menacée de *substitution*. C'est de ce scénario alternatif que rend compte la figure 3.

Questionnement : un bilinguisme sociétal institutionnel peut-il être non diglossique [=non conflictuel]? À quelles conditions?

Malgré certaines des affirmations qui précèdent, on peut toujours imaginer une situation (idéale) de coexistence pacifique de deux langues sur le même territoire communautaire, l'imaginaire sociolinguistique collectif n'étant habité d'aucun conflit de représentations (ou si peu...) et donc une situation dans laquelle la dynamique de ces mêmes représentations serait parfaitement équilibrée et faciliterait un *égal usage communicatif et identitaire des deux langues en présence* (dans l'hypothèse où il est seulement question de *bilinguisme sociétal*). À ma connaissance on ne peut disposer que de très rares cas comme illustrations d'une telle vision (optimiste), et encore avec quelques réserves.

1. On peut convoquer le cas du Paraguay, où le guarani, langue amérindienne, en relation diglossique avec le castillan est un cas particulièrement intéressant, abordé du reste par la littérature du domaine (Rubin 1968; Fishman 1971). Le pays, proclamé aujourd'hui *officiellement* bilingue (on l'a dit, depuis la Constitution de 1992) présente en effet des caractéristiques sociolinguistiques bien établies et ce depuis fort longtemps qui pourraient laisser penser que la *diglossie* y est plus conforme au modèle *iréniste* fergusonien qu'au modèle

Figure 3 : Conflit diglossique avec contre-idéologie diglossique



conflictiviste occitano-catalan avec 59,2% de foyers où le guarani est langue usuelle, pourcentage supérieur à celui des foyers où c'est le castillan qui est usuel (37,2%); 94,9% de la population du pays parlant les deux langues (Corvalán 2006 : 15-16). C'est dire si la configuration linguistique en question, du point de vue des répertoires et des usages, est atypique au sein de l'ensemble de l'hispanophonie latino- américaine, où la langue du colonisateur, l'espagnol, est généralement dominante, voire exclusive. Une telle configuration, où

le guarani a pu être qualifié de *dominant et dominé* (Melià, 1988, 1997), est en pleine évolution avec la mise en œuvre d'une Réforme Educative ayant pour but de promouvoir l'Education Bilingue dans tout le pays et une loi linguistique (la *Ley de lenguas*) qui a vu le jour en 2010 (Boyer et Penner 2012). Cependant, malgré tous les indices d'une rupture avec une longue période de *minoration* au cours de laquelle le guarani était exclu de l'école, on peut se demander si l'attitude ambivalente à l'égard du guarani : certes symbole célébré d'unité nationale, mais idiome marginalisé (L. Manrique Castañeda cité dans Melià 1988-1997) appartient désormais effectivement au passé. En effet, ma propre observation et les témoignages recueillis au cours de plusieurs séjours d'étude m'incitent à penser que l'*ambivalence* dont a été victime le guarani, comme langue dominée, n'a pas disparu, même s'il est sûrement concurrencé par une construction plus complexifiante, beaucoup plus de l'ordre de la *représentation* (complexe) que du *stéréotype* (réducteur). C'est ce que semblent indiquer du reste les résultats d'une enquête à propos des perceptions du guarani par ses propres usagers, enquête certes officielle (elle est publiée par les soins du Ministère de l'Éducation et de la Culture) mais qui présente toutes les garanties méthodologiques de sérieux (Penner coord.2001). Les opinions recueillies font état, entre autres, de l'utilité du guarani comme moyen de communication effectif et général mais aussi du point de vue social (procurant des avantages dans diverses situations) même si c'est dans la sphère familiale et grégaire qu'il est le plus répandu. Ces mêmes opinions expriment une valorisation, l'idée que l'étranger admire la langue des Paraguayens, langue de la nation paraguayenne, que ces derniers se doivent de parler. Par ailleurs une forte proportion (près de 50%) des enquêtés considèrent que le guarani peut très bien être parlé par ses usagers à l'extérieur de son espace linguistique naturel. Si cette image l'emporte au sein de la communauté il n'est pas douteux que le guarani sera plus à même de devenir effectivement la langue co-officielle qu'il est de droit.

Cela dit, l'originalité du bilinguisme sociétal paraguayen reste la donnée identitaire suivante: le guarani est au cœur d'un interdiscours qui célèbre la nation paraguayenne, fière d'avoir conservé et aujourd'hui d'avoir élevé au rang de langue co-officielle une langue amérindienne : G. Corvalán

(1977-1981, p. 41; je traduis) observe ainsi le « haut degré de nationalisme qui naît de l'usage du guarani ». Mais célébration du guarani (marqueur d'identité idiomatique pré-colombienne) et célébration du bilinguisme sociétal (symbole de la *nation métissée*) semblent parfaitement articulés idéologiquement au sein d'un imaginaire collectif que cultive la classe politique, tous partis confondus.¹

2. On peut citer également le cas de la Suisse alémanique, cas, on le sait, traité par Ferguson (Ferguson 1959). La diglossie alémanique, qualifiée de *médiale*, entre les dialectes (*schwyzertütsch*) et l'allemand standard (*schriftdeutsch*), est originale en ce sens qu'elle ne semble manifester aucun rapport de dominance et donc que toute dimension conflictuelle en est (provisoirement?) absente. Et G. Lüdi, à la différence de Ferguson (Lüdi 1997, p. 89) considère « [qu'] il n'y a [...] aucune différence de prestige entre les deux variétés [en présence]. La diglossie médiale observée correspond à une complémentarité fonctionnelle consensuelle ». Cependant, Lüdi ajoute : « cela ne signifie pas, cependant, qu'on ne trouve pas de modifications dans la répartition des deux idiomes – en gros en faveur du Schwyzertütsch – : consensualité et dynamisme ne s'excluent nullement. » : c'est donc en définitive la longue durée qui dira si la configuration en question était ou non porteuse de conflit, dans ce cas en faveur de la variété dialectale. Car selon un autre observateur (Wüest 1992 : 132) « les dialectes se portent fort bien en Suisse alémanique face à l'allemand standard et ne paraissent nullement menacés de disparaître. Bien plus, beaucoup de Suisses – allemands ne considèrent pas seulement que l'état de diglossie ne les désavantage pas, ils considèrent même leur diglossie comme un avantage ». Et l'on constate du reste aujourd'hui un usage écrit du dialecte en publicité et chez les jeunes, dans les SMS ou les mels. Le dialecte est par ailleurs utilisé à la radio et présent à la télévision (Alén Garabato, Boyer, Brohy 2008). Et il n'y a manifestement pas trace en Suisse alémanique de stéréotype ambivalent : la *représentation* du /des dialecte(s) n'est pas

¹ Lenka Zajicova 2009 analyse justement le *bilinguisme national* comme un fait de *représentation*, de nature idéologique, un « mythe » en réalité, mais un mythe qui a parfaitement intégré l'imaginaire collectif et que B. Melià a pu qualifier de « bilinguisme nationaliste » : « la fierté concerne le bilinguisme, et non le seul guarani » (Zajicova 2009, p. 58; traduit de l'espagnol)

celle d'une langue dominée, minorée, pas plus que celle de l'allemand standard d'une langue dominante. Cependant tant qu'aucune standardisation ne viendra conforter la vitalité dialectale, la diglossie médiale devrait se maintenir en l'état.

3. Malgré ce qui vient d'être dit, et le cas du Paraguay en témoigne d'une certaine façon, dans la plupart des cas où deux langues coexistent (officiellement) dans la même société, il s'agit bien d'une coexistence problématique et d'un contact inégalitaire, d'une configuration sociolinguistique dans laquelle une des deux langues subit l'hégémonie de l'autre, hégémonie plus ou moins ancienne, qui a provoqué de manière plus ou moins étendue sa *minoration*, c'est-à-dire l'effacement de bon nombre de ses prerogatives communicationnelles. La question essentielle est alors celle de la gestion de cette situation. Si l'on suit la position de la sociolinguistique périphérique, on sait que la seule riposte possible pour renverser la situation de domination c'est la *résistance des usagers*, inspirée par une *loyauté linguistique* indéfectible, éclairée par l'*implication des sociolinguistes*, qui doit reconquérir les prerogatives perdues. Mais c'est seulement une *politique linguistique institutionnelle* (certes s'appuyant sur une lutte «à la base») vigoureuse, volontariste, qui peut conduire à l'arrêt du processus de substitution au travers d'une *normalisation des usages de la langue dominée dans tous les secteurs de l'activité langagière*, et pas uniquement l'école.

C'est à mon avis à ce prix, et à ce prix seul dans ce cas: celui d'un interventionnisme glottopolitique résolu, qu'un *bilinguisme sociétal institutionnel non diglossique* peut être conçu (en évitant le plus possible des heurts qui ne sont jamais totalement absents). Le cas dont les sociolinguistes spécialistes des politiques linguistiques (en particulier Fishman) soulignent le caractère exemplaire est celui du catalan dans la Communauté Autonome de la Catalogne en Espagne, que la politique officielle de la *Generalitat* (gouvernement autonome) met en œuvre avec fermeté et discernement depuis plus de trois décennies et qui a conduit à un redressement spectaculaire de situation.¹ Ce cas montre

¹ Un autre cas souvent associé à celui de la Catalogne est tout aussi instructif: celui du Québec où l'impact du nationalisme linguistique sur la gestion de la langue française a

qu'une inversion de tendance en matière de bilinguisme originellement diglossique est possible grâce à la mise en œuvre d'une politique et d'une planification linguistiques particulièrement efficaces.

L'un des indicateurs les plus éclairants de l'état d'une reconquête sociolinguistique (et donc de l'impact d'une politique linguistique) est sûrement la progression de la transmission intergénérationnelle de la langue ayant subi un processus de minoration, « clef de voûte pour l'évaluation de la vitalité de la langue ». Ainsi les enquêtes ont permis d'observer

qu'en 2013, 32,6 % de la population déclarait parler le catalan avec leur mère, [...] et 44% déclarait le faire avec leurs enfants. Ainsi il semble que pas seulement les catalanophones transmettaient la langue, mais également des personnes qui ne l'utilisaient pas avec leur mère (Xarxa CRUSCAT-IEC, *VIII Informe sobre la situació de la llengua catalana (2014)*, Barcelona, Observatori de la llengua catalana, 2015, p 48; c'est moi qui traduis).

Cependant le cas de la Catalogne permet de pointer les limites d'un tel rééquilibrage : il n'est possible qu'autant que l'intervention glottopolitique vigoureuse (dont il faut assumer politiquement le coût financier...) se prolonge avec la même détermination. La moindre faiblesse aurait pour résultat de relancer pleinement la dynamique diglossique, car la situation du catalan comme langue co-officielle sur le territoire de la Communauté Autonome de Catalogne¹ (mais par ailleurs langue *minoritaire* sans statut national dans l'État espagnol et pas encore guéri de la longue minoration dont il a été victime) reste forcément précaire, comme le sont en Europe et partout dans le monde les situations des très nombreuses « petites » langues pour la plupart menacées à moyen ou long terme.

4. Du reste la confrontation avec une autre situation espagnole, celle du galicien dans la Communauté Autonome de Galice est particulièrement éclairante. Dans les deux communautés « historiques » ayant, selon leurs Statuts d'autonomie, une « langue propre » qui est co-officielle avec le castillan

permis un retournement spectaculaire de la situation sociolinguistique dans la deuxième moitié du 20^e siècle, même si la position du français y reste malgré la loi 101 précaire face à la langue dominante de toute l'Amérique du Nord : l'anglais.

¹ Ainsi que sur celui des Îles Baléares et, sous la dénomination officielle de « valencien », dans la Communauté valencienne.

(langue de l'État), l'objectif de *normalisation* est inscrit dans la Loi depuis 1983 (Boyer et Lagarde dirs. 2002). Cependant, les dispositifs mis en place et les moyens (en particulier budgétaires) affectés à ladite normalisation sont incomparablement supérieurs en Catalogne. La comparaison des deux configurations est malgré tout intéressante en particulier parce qu'elle permet de mettre en évidence la non-coïncidence entre la réalité démolinguistique (quantifiable) et la dynamique sociolinguistique. En effet, les résultats d'enquêtes macro-linguistiques réalisées une dizaine d'années après l'entrée en vigueur des dispositions de politique linguistique dans les deux Communautés « historiques » donnent des résultats quelque peu différents : le galicien vient en tête comme « langue principale » devant le castillan en Galice, le catalan faisant jeu égal avec le castillan en Catalogne (Siguán 1994 et 1999).¹

Cependant des enquêtes d'opinion mettent en évidence le peu de considération que de nombreux Galiciens ont pour leur « langue propre », pourtant très parlée, alors qu'en Catalogne il en va tout autrement. Ainsi, quand on interroge les Galiciens sur leur hiérarchie des marqueurs d'identité, d'une manière générale ils placent très nettement au premier rang *le fait d'être né en Galice*, et loin derrière (en troisième position) *le fait de parler la langue galicienne* (Seminario de sociolingüística 1996, p. 349; c'est moi qui traduis)². Par ailleurs la représentation (négative) du galicien comme langue de la ruralité est toujours en vigueur :

en ce qui concerne les préjugés, on observe qu'il existe toujours l'identification du galicien avec la ruralité. De plus, dans beaucoup de domaines il continue à être considéré comme une langue de catégorie inférieure (Xunta de Galicia, Presidencia, Secretaria Xeral de Política Lingüística, *Situación da lingua galega na sociedade Observación no ámbito da cidadanía 2007*, Santiago de Compostela, Observatorio da Lingua Galega, 2007, p.158; c'est moi qui traduis)

¹ Il convient de noter par ailleurs que d'après l'étude citée, en 1998, c'est-à-dire 15 ans après le début de la normalisation linguistique officielle, le nombre de locuteurs qui disent avoir *deux* « langues principales » passe de 1% à 16% en Catalogne et de 2% à 17% en Galice. On sait que la Catalogne, terre d'*immigration*, a dû accueillir, durant en particulier la période franquiste, de très nombreux ressortissants de régions hispanophones de l'État espagnol, ce qui a affecté l'équilibre sociolinguistique. Et ce qui n'est pas le cas de la Galice, terre d'*émigration*.

² Cependant, la même étude révèle qu'une très large majorité de la population (76,80%) considère que si l'on cessait de parler galicien, la Galice perdrait sa culture et son identité.

Quant à la Catalogne, comme le souligne Marc Leprêtre (Leprêtre 2002, p. 73) citant une enquête du C.I.S (début des années 2000),

Le soutien de la population envers la promotion de l'usage social du catalan [est] très élevé : 83 % de la population considère que *tous les citoyens de la Catalogne devraient être capables de parler catalan* [...] En outre, 79 % considère que tous les fonctionnaires [en poste en Catalogne] ont l'obligation de savoir le catalan ... (c'est moi qui souligne).

Si on lit ces résultats à la lumière des données démolinguistiques dont il a été fait état plus haut, on mesure l'importance de la dynamique proprement représentationnelle en faveur du catalan. Il n'y a donc pas à s'étonner du succès de la normalisation linguistique dans pratiquement tous les secteurs de la société catalane, alors qu'il n'en va pas de même en Galice où, on l'a dit, l'appareil institutionnel de normalisation a été, pendant la même période, sans commune mesure avec celui de la Catalogne et où c'est une association militante très active qui a dû pallier le déficit d'intervention glottopolitique officielle, sans rencontrer dans l'opinion publique le soutien massif indispensable à un renversement de tendance: car en Galice l'urbanisation galopante d'une société longtemps essentiellement rurale joue en faveur du castillan. Si à Barcelone, dans de nombreux quartiers de la ville, les commerçants s'adressent en catalan à leurs clients, il n'en est rien à La Corogne, par exemple. Le castillan reste en Galice la langue de la modernité, de l'ascension sociale et le galicien en définitive la langue de la ruralité, de l'inculture, ce qui génère une attitude d'*auto-dénigrement*. L'impact de l'*idéologie diglossique* et singulièrement celui du *stéréotypage ambivalent* et donc de la dualité des attitudes joue donc ici à plein en faveur de la poursuite de la dominance, au détriment du galicien (Alén Garabato 2010).

Alors que la politique linguistique en Catalogne a pu s'appuyer sur des représentations et attitudes nettement favorables à la reconquête sociolinguistique et donc susceptibles de neutraliser l'héritage diglossique, en Galice c'est donc la dynamique inverse qui semble l'emporter, malgré les efforts déployés par les militants de la langue. En d'autres termes, le « poids » des représentations et attitudes (Boyer 2009) joue en Catalogne en faveur de la langue *propre* : le catalan, longtemps opprimée par l'État, ce qui est le contraire en Galice. Sur le territoire de cette Communauté Autonome le bilinguisme sociétal

institutionnel, au sein duquel le galicien avait pourtant des atouts du point de vue démographique, est en train d'être de plus en plus diglossique, et l'intervention glottopolitique n'est pas à la hauteur de l'enjeu.

Une conclusion

De l'observation/la confrontation de plusieurs terrains de contacts de langues et à la lumière des lignes de force théoriques proposées, se dégagent des éléments de réponse à la question posée en titre de cette contribution :

1. La manifestation d'une *contre-idéologie diglossique* (à base de *représentations* valorisantes de la langue B) au travers d'une attitude de *loyauté linguistique* (incontestablement de nature identitaire) dans une configuration de type diglossique est décisive.

- Il peut s'agir d'une configuration établie sur un macro-territoire (État) comme c'est le cas au Paraguay. Pour ce qui concerne ce petit pays au cœur de l'Amérique latine, l'identité est certes portée par une langue amérindienne : le guarani, mais elle est également partie prenante d'un « bilinguisme nationaliste » à l'image du métissage originel (ce qui n'est cependant pas pertinent pour les communautés indigènes du pays) : les *fonctionnements diglossiques* persistants ont été intégrés à l'identité collective nationale. Néanmoins une *Ley de lenguas* devenait une absolue nécessité pour contrôler et si possible neutraliser ces fonctionnements diglossiques.
- Il peut s'agir d'une configuration établie sur un micro-territoire (intra-étatique), comme c'est le cas en Catalogne, en Galice... ou au Québec.

2. Cependant le sentiment identitaire (qui peut conduire à une revendication *nationalitaire*), s'il n'est pas focalisé prioritairement sur la langue (mais sur un autre / d'autres trait(s) différenciateur(s), comme la religion, la géographie...), peut ne pas se traduire par une attitude de loyauté linguistique et donc, dans ce cas, l'extension des usages de la langue dominante est sûrement inéluctable. Le cas de la Galice est à cet égard exemplaire, comme l'est également celui de l'Irlande où, bien que *première langue officielle et langue nationale*, l'usage de l'irlandais est ultra-minoritaire face à celui de l'anglais.

3. Cependant une attitude collective (majoritaire) de loyauté linguistique doit se traduire, pour être efficace, par des interventions glottopolitiques à la hauteur des dégâts causés par la diglossie: interventions militantes (ici l'implication des sociolinguistes peut être déterminante), tout autant qu'officielles (si le pouvoir politique en place prend en charge une politique linguistique visant à éradiquer la dominance) en faveur de la langue dominée. La comparaison des situations catalane et galicienne est à cet égard très éclairante (Alén Garabato 2010).

4. Certes une politique linguistique pertinente permet à une langue dominée de sortir de la minoration, mais si le bilinguisme en vigueur s'accommode de *fonctionnements diglossiques* plus ou moins importants, c'est-à-dire si le conflit est toujours latent, alors le devenir de ce bilinguisme (apparemment) non diglossique n'est pas assuré, surtout s'il est territorialisé au sein d'un ensemble étatique (cas de la Catalogne, de la Galice, du Québec...).

En particulier, l'un des obstacles à la pleine normalisation peut être un afflux régulier et important d'immigrés allophones (ou usagers naturels de la langue dominante) susceptible de freiner l'évolution positive du bilinguisme dans le sens d'un meilleur équilibre au profit de la langue dominée, si l'intégration sociolinguistique de ces immigrés n'est pas assurée par un dispositif glottopolitique adéquat.

De même la scolarisation bilingue, même avec la langue dominée comme *langue d'enseignement*, n'assure pas forcément un statut sociolinguistique de *langue prioritaire* à celle-ci : la jeune génération n'ayant pas vécu la domination flagrante et même parfois violente qu'a subie la génération impliquée dans la normalisation peut être dépourvue de toute attitude de loyauté linguistique. C'est ce qu'enregistrent diverses enquêtes en Catalogne auprès des adolescents et des jeunes gens (Boix-Fuster 1993).

Par ailleurs un changement de cap politique au niveau de l'État ou une crise économique peuvent entraîner un déficit de politique linguistique qui peut signifier à plus ou moins long terme une régression sociolinguistique.

5. On doit considérer qu'il y a là autant de raisons qui font que la revendication politique souverainiste (indépendantiste) peut dans certaines conditions prendre corps ou élargir sa base électorale, comme ce fut le cas au Québec

et comme c'est le cas aujourd'hui en Catalogne... D'aucuns (bon nombre de sociolinguistes catalans « historiques ») considérant que le *bilinguisme sociétal institutionnel* est un leurre, qu'il est toujours plus ou moins diglossique et de fait l'antichambre du monolinguisme en faveur de la langue dominante.

Références

- Alén Garabato, Carmen, « Une politique linguistique peut-elle réussir sans l'implication des sociolinguistes? L'exemple galicien », H. Boyer (dir.), *Pour une épistémologie de la sociolinguistique*, Limoges, Lambert-Lucas, 2010, p. 47-55.
- Alén Garabato, Carmen, Boyer, Henri, Brohy, Claudine, « Représentations et diglossie. Imaginaire communautaire et représentations sociolinguistiques », *Précis du plurilinguisme et du pluriculturalisme*, sous la direction de Geneviève Zarate, Danielle Lévy, Claire Kramsch, 2008, p. 293-300
- Aracil, Lluís V., *Papers de sociolingüística*, Barcelona, Edicions de la Magrana, 1982.
- Boix-Fuster, Emili, *Triar no és trair. Llengua i identitat en el joves de Barcelona*, Barcelona, Edicions 62, 1993.
- Boyer, Henri, *Langues en conflit*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- Boyer, Henri (dir.), *Sociolinguistique. Territoire et objets*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1996.
- Boyer, Henri, *De l'autre côté du discours. Recherches sur le fonctionnement des représentations communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Boyer, Henri, « Le stéréotype ambivalent comme indicateur de conflit diglossique », dans H. Boyer (dir.), *Stéréotypage, stéréotypes: fonctionnements ordinaires et mises en scène*, Paris, L'Harmattan, Tome 4, 2007, p. 39-47
- Boyer, Henri, « Représentations linguistiques et idéologisation des conflits di-glossiques » dans *Images et dynamiques de la langue*, textes présentés et coordonnés par L. Jagueneau, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 13-25.
- Boyer, Henri, *Langue et identité. Sur le nationalisme linguistique*, Limoges, Lambert-Lucas, 2008.
- Boyer, Henri (dir.), *Plurilinguisme: «contact» ou «conflit» de langues?* Paris, L'Harmattan, 1997.
- Boyer, Henri, « Modélisation conflictiviste et modélisation iréniste dans le traitement sociolinguistique des situations de diglossie : la preuve par le terrain », dans Romain Colonna éd., *Les locuteurs et les langues: pouvoirs, non-pouvoirs et contre-pouvoirs*, Limoges, Lambert-Lucas, 2014, p. 131-140.
- Boyer, Henri et Gardy, Philippe (dir.), *Dix siècles d'usages et d'images de l'occitan*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Boyer, Henri et Christian, Lagarde (dir.), *L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique?*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Boyer, Henri et Penner, Hedy (dir.), *Le Paraguay bilingue/El Paraguay bilingüe*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- Corvalan Graziella, *Las políticas lingüísticas del Paraguay: rol del Estado*, Asunción, CONEC, 2006.
- Ferguson, Charles A., «Diglossia», *Word*, XV, 1959, p. 325-340.
- Fishman, Joshua A., *Sociolinguistique*, Bruxelles et Paris, Nathan et Labor, 1971.
- Fishman, Joshua A., *Reversing Language Shift. Theoretical and empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Cleveland-Filadelfia- Adelaïde, Multilingual Matters, Ltd. 1991.

- Gardy, Philippe et Lafont, Robert, « La diglossie comme conflit : l'exemple occitan », *Langages* 61, 1981, p. 75-87.
- Gardy, Philippe, « Langue(s), non-langue(s), lambeaux de langue(s), norme », *Problèmes de glottopolitique, Cahiers de Linguistique sociale* 7, Université de Rouen, 1985, p. 60-62.
- Heran, François, Alexandra Filhon et Christine Deprez, « La dynamique des langues en France au fil du XX^e siècle ». *Populations et Sociétés*, 376, 2002, 4 p.
- Jardel, Jean-Pierre, « Le concept de "diglossie" de Psichari à Ferguson », *Lengas. Revue de sociolinguistique*, 11, 1982, p. 5-15
- Lafont, Robert, « Un problème de culpabilité sociologique : la diglossie franco-occitane », *Langue française* 9, 1971, p. 93-99.
- Lafont, Robert, « La diglossie en pays occitan, ou le réel occulté », *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*, Paris, L'Harmattan (Collection Sociolinguistique), 1997, p. 19-28.
- Lafont, Robert, « Le discours idéologique dans l'enquête sur la diglossie », *Cahiers de linguistique sociale* 4-5, Rouen, 1982, p. 88-97.
- Lafont, Robert, *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Laponce, Jean A., *Langue et territoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1984.
- Leprêtre, Marc, « Dispositifs et dispositions en faveur des langues moins répandues », dans Henri Boyer et Christian Lagarde (dir.), *L'Espagne et ses langues*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 66-80.
- Lüdi, Georges, « Un modèle consensuel de la diglossie? », dans M. Matthey (dir.), *Les langues et leurs images*, Neuchâtel, IRDP, 1997, p. 88-93.
- Mackey, William F., *Bilinguisme et contact de langues*, Paris, Klincksieck, 1976.
- Martinet, André, *Le français sans fard*, Paris, PUF, 1969.
- Matthey, Marinette, « Peut-on parler d'une sociolinguistique suisse », dans H. Boyer (dir.), *Pour une épistémologie de la sociolinguistique*, Limoges, Lambert-Lucas, 2010, p. 23-31.
- Matthey, Marinette et Jean-François De Pietro, « La société plurilingue: utopie souhaitable ou domination acceptée? », *Plurilinguisme: « contact » ou « conflit » de langues?* Paris, L'Harmattan, 1997, p. 133-190.
- Melia, Bartomeu, *Una nació, dos culturas*, Asunción, CEPAG, 1988 – 1997.
- Nettle, Daniel et Romaine, Suzanne, *Ces langues, ces voix qui s'effacent*, Paris, Éditions Autrement, 2003.
- Ninyoles, Rafael Ll., *Conflicte lingüístic Valencià*, Barcelona, Edicions 62, 1969.
- Ninyoles Rafael Ll., *Idioma i prejudici*, Valencia, Eliseu Climent, 1971.
- Ninyoles, Rafael Ll., « Idéologies diglossiques et assimilation », dans *Diglossie et Littérature*, dans H. Giordan et A. Ricard (dir.), Bordeaux-Talence, Maison des Sciences de l'Homme. Paris, Éditions des archives contemporaines, 1976, p. 151-160.
- Penner, Hedy (coord.), *El guarani mirado por sus hablantes*, Asunción, Ministerio de Educación y Cultura, 2001.
- Psichari, Jean, « Un pays qui ne veut pas de sa langue », *Mercur de France*, I – X, 1928, p. 63-121.
- Querol, Ernest (coord.), *Llengua i societat als territoris de parla catalana a l'inici del segle XXI*, Barcelona, Secretaria de Política Lingüística, 2007.

- Riera Gil, Elvira, *Ètica política i diversitat lingüística. Per una política lingüística responsable*, Barcelona, Escola d'Administració Pública de Catalunya, 2008.
- Rubin, Joan, *National Bilingualism in Paraguay*, The Hague/Paris, Mouton, 1968.
- Seminario de sociolingüística, *Actitudes lingüísticas en Galicia*, Santiago de Compostela, Real Academia Galega, 1996.
- Vallverdú, Francesc, *Aproximació crítica a la sociolingüística catalana*, Barcelona, Edicions 62, 1980.
- Weinreich, Uriel, « Unilinguisme et multilinguisme », dans André Martinet (dir.), *Le Langage*, Encyclopédie de la Pleiade, Paris, Gallimard, 1968, 647-684.
- Weinreich, Uriel, *Languages in Contact. Findings and Problems*, The Hague - Paris, Mouton, 1970 [1953].
- Wüest, Jakob, « Deux cas de diglossie : Occitanie et Suisse alémanique », *Actes de l'Université d'été 1991*, réunis par A. Lobier, Nîmes, MARPOC-IEO 30, 1992, p. 131-147.
- Wüest, Jakob, « Le suisse alémanique: un cas type de diglossie? » dans *Bulletin CILA*, 58, 1993, p. 169-177.
- Xarxa CRUSCAT-IEC, *VIII Informe sobre la situació de la llengua catalana (2014)*, Barcelona, Observatori de la llengua catalana, 2015.
- Xunta de Galicia, Presidencia, Secretaría Xeral de Política Lingüística, *Situación da lingua galega na sociedade Observación no ámbito da cidadanía 2007*, Santiago de Compostela, Observatorio da Lingua Galega, 2007.
- Zajicova, Lenka, *El bilingüismo paraguayo*, Madrid/Frankfurt am Main, Iberoamericana/Vervuert, 2009.